

IL EST PRÉVU LA VEILLE DU SCRUTIN

Nouveau rassemblement de Barakat à Alger

Pour le mouvement Barakat, «la date du 17 avril est un non-événement», et c'est la veille, soit mercredi 16 avril, à partir de 16 h, que militants et citoyens sortiront exprimer «leur rejet du processus électoral et du quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Après un long périple à travers les différentes wilayas du pays, pour initier et sensibiliser les populations algériennes au changement pacifique, le mouvement Barakat revient à son lieu de départ, Alger, pour tenir ce mercredi, à partir de 16h, un méga-rassemblement devant la Faculté centrale.

Dans une conférence de presse animée hier, à l'espace Plasti du quotidien *Algérie News*, les membres de la coordination nationale du mouvement Barakat ont invité tout citoyen soucieux de l'avenir de son pays, à sortir s'exprimer la veille du jour du vote, considérant ainsi que «la date du 17 avril est un non-événement».

Par ailleurs, et s'agissant des accusations portées contre le mouvement Barakat, selon lesquelles il obéirait à des parties étrangères, M^e Abdelghani Badi, membre de



Nouvelle action de Barakat le 16 avril.

la coordination nationale, a eu une réponse des plus inattendues : «Ce n'est pas le mouvement Barakat qui est parti étaler les problèmes des Algériens devant le chef de la diplomatie espagnole.

Nous aurions aimé entendre Abdelaziz Bouteflika s'adresser au peuple, plutôt que de s'en remettre à la main de l'étranger qui paradoxalement la dénonce lui-même.» Et d'enchaîner : «Ce n'est pas aussi Barakat

qui a invité le secrétaire d'Etat américain ni encore l'émir du Qatar, dans une période aussi sensible qu'est la nôtre.»

Des actions en justice
contre les diffamateurs

Cibles de plusieurs campagnes de destigmatisation, souvent avec des propos injurieux et imaginaires, les membres et militants du mouvement Barakat entreprennent d'ester

en justice certains médias audiovisuels pour avoir touché à la dignité et à la vie privée de personnes.

Si Lazhari Labter, membre de la coordination nationale, défie ces outils de propagande d'apporter la moindre preuve, quant à leurs propos diffamatoires.

Mustapha Benfodil, autre membre de la coordination nationale, en fait une simple lecture : «Ces attaques renseignent que le pouvoir panique et a réellement peur du mouvement Barakat qu'il a eu à qualifier de groupuscule.»

Enfin, il est à signaler qu'un avant-projet politique du mouvement Barakat a également été présenté et dans lequel on peut entre autres lire : «Le mouvement Barakat œuvre sans relâche à contribuer à la construction d'une véritable politique nationale, démocratique, populaire et pacifique.

Le rajeunissement des élites, les nouvelles formes que prennent les luttes, l'extension du champ des revendications, qui secoue le vieux fond classique politique ne doivent pas servir à l'odieux dessein de cloîtrer les générations et de dévitaliser les énergies car le combat pour le parachèvement de l'indépendance nationale et le combat pour la démocratie sont indissociables».

M. M.

4^e MANDAT POUR BOUTEFLIKA

L'Occident reste circonspect

Abdelaziz Bouteflika, qui postule à un quatrième mandat présidentiel d'affilée, en dépit de sa maladie et de sa longue convalescence, a-t-il la caution, comme autrefois, des puissances occidentales ? Hormis les Etats-Unis qui ont calculé d'envoyer à Alger leur secrétaire d'Etat, John Kerry, en pleine période préélectorale, le reste de l'Occident, l'Europe notamment, s'est gardé de manifester un quelconque enthousiasme pour l'élection du 17 avril.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Il est vrai qu'en pareille conjoncture, la diplomatie s'impose de la prudence. Mais à bien interpréter les quelques déclarations produites et attitudes adoptées vis-à-vis du scrutin présidentiel par des organisations, voire même des institutions, connexes aux canaux officiels, il est aisément remarquable que l'Occident reste sur une grande appréhension quant à la régularité de l'opération électorale.

L'Union européenne et le NDI américain, qui ont eu déjà à diligenter des missions de surveillance des élections en Algérie, ont, cette fois, décliné l'invitation algérienne, justifiant que cette dernière ne leur a pas été signifiée à temps pour qu'ils puissent bien se préparer. L'argument, pesé, les dispense de davantage de justificatifs qui

pourraient susciter des commentaires diffus et, conséquemment, donner prise à des réactions.

L'on a vu d'ailleurs l'effet produit par la déclaration mal traduite du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, auquel l'APS, reprenant un de ses interprètes, a fait dire qu'il se réjouissait de la transparence du scrutin. Le quiproquo a été vite happé par le commentaire médiatique et la réaction politique.

Au point d'ailleurs que le département d'Etat américain d'abord, l'ambassade américaine à Alger ensuite se sentent l'obligation de préciser le véritable propos de Kerry qui, en vérité, a exprimé, dans une formule diplomatique soignée, une appréhension quant à la régularité du scrutin.

Le chef de la diplomatie américaine a néanmoins affirmé clairement que son pays travaillera avec

le président que le peuple élira au soir du 17 avril. S'il y a là l'expression publique d'une neutralité vis-à-vis d'un processus électoral, une attitude somme toute correcte, il n'en demeure pas moins que les Américains n'en restent pas indifférents.

D'autant qu'ils sont engagés avec l'Etat algérien sur des perspectives de coopération tous azimuts, mais dont les plus fondamentales restent la coopération dans le domaine de la sécurité et de l'énergie.

Ceci même si, dans le domaine de l'énergie, les Américains n'auraient pas apprécié que Bouteflika se soit ravisé et amendé la loi sur les hydrocarbures peaufinée par Chakib Khelil sur conseil d'un cabinet américain.

John Kerry, qui a séjourné deux jours en Algérie, a dû faire le tour de la question énergétique avec ses homologues algériens. On ne sait ce qu'il a mis comme annotations dans son rapport de mission. Cependant, il n'y a pas eu en retour de chèque en blanc signé au profit de Bouteflika.

Le refus du NDI de participer à la supervision du scrutin présiden-



La presse occidentale ressasse la maladie de Bouteflika.

tiel est l'une des illustrations de l'attitude réservée des Américains. Pareillement pour l'Europe qui s'est confinée, elle aussi, dans une position de wait and see, laissant décoder quelques attitudes à travers les commentaires distillés par médias interposés.

La presse française, et plus récemment celle espagnole, ne se sont pas gênées à ressasser la maladie de Bouteflika et la question autour de sa capacité à enco-

re gouverner. Cette image négative de Bouteflika dans la presse occidentale ne pouvait être effacée par un déplacement d'un Premier ministre espagnol soucieux plutôt des approvisionnements de son pays en gaz algérien, notamment en ce moment de la crise de Crimée.

De retour d'ailleurs à Madrid, *El Mundo* a évoqué l'artifice qui a rendu audible la voix de Bouteflika.

S. A. I.

À 48 HEURES DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le CIP à pied d'œuvre

Les activités du Centre international de presse (CIP) ont été transférées depuis le 6 avril dernier à l'hôtel El Aurassi. Salle de rédaction, studio et plateaux ont été aménagés pour faciliter le travail aux professionnels des médias nationaux et internationaux qui couvrent l'élection présidentielle du jeudi prochain.

Le niveau B de l'hôtel El Aurassi est transformé. Il devient, durant la période du 6 au 18 avril en cours, une plaque tournante pour les professionnels des médias.

Un grand salon a été transformé en une salle de rédaction, équipée d'une centaine

de micros-ordinateurs et de fax. Une salle à côté a été aménagée pour que les journalistes de l'audiovisuel puissent faire leur montage et envois des enregistrements. Une troisième salle a été transformée en studio virtuel pour les enregistrements.

Le Centre international de presse a également installé des caméras au niveau du balcon donnant sur une belle vue de la capitale. «Nous avons mis à la disposition des journalistes et gens des médias nationaux et internationaux tous les moyens nécessaires pour l'accomplissement de leur travail. Il y a deux parties, l'une réservée aux journalistes de la presse écrite qui disposeront d'une connexion de très haut débit, et l'autre pour les professionnels de l'audiovisuel qui disposeront de tous les moyens qui ont trait à la

production et post-production. Ils ont aussi à leur disposition un studio virtuel de très haute technologie et un deuxième plateau de secours. A l'extérieur sur le balcon, nous avons installé quatre stand-up pour les envois et la TDA (Télédiffusion d'Algérie et de la transmission) assure la transmission et la diffusion des programmes pour l'étranger», a souligné M. Tahar Bediar, directeur général du CIP.

Le centre est, donc, à pied d'œuvre à près de 48 heures des élections présidentielles.

On apprend que plusieurs journalistes étrangers accrédités pour couvrir l'événement sont déjà à l'hôtel Aurassi depuis deux jours. Hier matin, le CIP était plutôt calme.

Selon M. Bediar, la presse étrangère a

demandé d'occuper les studios d'enregistrement à partir de demain.

Jian Sun, journaliste chinois au journal *Quotidien du peuple* est venu chercher son accréditation qui, dit-il, lui a pris plusieurs semaines. «Je devais être déjà sur Alger depuis deux jours mais ce n'est qu'hier soir (dimanche soir ndlr) que je suis arrivé», a-t-il indiqué.

Comment voit-il l'événement du 17 avril prochain ? «Je pensais trouver votre pays un peu plus animé que ça avec plusieurs activités à l'occasion du scrutin, mais à ce que je vois, c'est l'indifférence et on ne remarque rien qui annonce un événement».

Le 17 avril est-il un non-événement pour les Algériens ? Réponse jeudi prochain.

S. A.